

## Exposé liminaire

---

du Chef du Département fédéral des affaires étrangères  
à la Conférence des ambassadeurs, 25 août 1982

-----

Contrairement aux années précédentes, il n'a cette fois-ci pas été choisi de thème pour mon exposé liminaire. Qu'il s'agisse d'un propos délibéré ou d'un oubli, j'en suis en tout cas fort heureux, car il est artificiel de vouloir compartimenter les matières dans un monde qui doit être réellement considéré comme un ensemble global, où toute crise quelconque est susceptible de nous affecter tous, quels que soient son lieu, son origine, son objet, les parties qu'elle oppose, les moyens mis en cause.

Parlant de conflits dans des régions lointaines on songe immédiatement à ceux qui éclatent dans le Tiers Monde et qui, directement ou indirectement, ont leur racine dans le sous-développement. On sait en effet que les problèmes économiques du Tiers Monde n'ont fait que s'aggraver au cours des dernières années.

La baisse sensible du prix des matières premières a amené un recul du taux de croissance des pays en voie de développement non producteurs de pétrole. Le taux d'inflation de certains d'entre eux est vertigineux, mais le plus inquiétant est le niveau actuel de leur endettement, qui correspond à la valeur totale de leurs exportations d'une année et dont le service absorbe une bonne partie de leurs ressources et de leurs nouveaux emprunts.

La fragilité actuelle des économies de la grande majorité des pays en voie de développement, qu'elle résulte de la

- 2 -

simple pauvreté ou d'un endettement excessif, de la détérioration des termes de l'échange ou du coût de l'énergie, ou de tout autre phénomène, politique notamment, atteint déjà et atteindra plus durement encore, si aucun remède ne lui est porté, nos propres économies. Or, celles-ci sont déjà bien mises à mal par l'inflation, le chômage, les déficits budgétaires chroniques, les coûts sociaux excessifs, le niveau élevé des taux d'intérêts, l'effritement de la rentabilité des entreprises, le ralentissement de la croissance des investissements productifs. A cela s'ajoute l'inquiétude du système bancaire relatif à la multiplication des cas de sanctions et au niveau de l'endettement international. La réponse à cette situation n'est pas une bilatéralisation excessive des relations telle que la sous-entendent les politiques suivies par certains pays, et pas davantage le laisser faire et l'immobilisme.

On s'imagine aussi combien les duretés, les inégalités, les injustices qu'entraîne le sous-développement fournissent matière, occasion et prétexte à des conflits internes ou internationaux. Au cours de notre analyse d'il y a deux ans, consacrée aux problèmes de la sécurité, nous avons constaté que les conflits du Tiers Monde peuvent affecter la sécurité des pays développés sur le plan économique par la menace qu'ils font peser sur la fourniture de matières premières et d'énergie, et sur le plan politique non pas directement mais par les possibilités qu'ils offrent à une grande puissance de les exploiter pour ses desseins propres. On comprend bien quel aliment la misère et l'injustice fournissent à la subversion et, par elle, à la politique expansionniste de l'Union soviétique.

En plus de tous les motifs de justice et d'humanité, notre propre intérêt nous commande donc de faire tout ce qui est

- 3 -

en notre pouvoir pour aider le Tiers Monde à sortir du sous-développement. C'est à terme notre meilleur moyen de défense, même si, dans l'immédiat, nous devons constater que les conflits du Tiers Monde sont comme aspirés par l'antagonisme Est-Ouest qui, pour s'exprimer comme le Président Mao Tsé-Toung, demeure la "contradiction principale" de notre monde, celle qui l'emporte sur les autres et autour de laquelle elles viennent s'ordonner dans une articulation qui leur donne leur sens et leur portée. Comparées à cet antagonisme majeur, les autres crises peuvent être tenues pour secondaires. Une chose toutefois frappe: à l'exception des conflits, de peu d'ampleur militairement parlant, en Afghanistan et en Amérique centrale, qu'on peut, qu'on doit relier au complexe Est-Ouest, tout le sang qui a coulé sur cette terre au cours des douze derniers mois en raison d'opérations guerrières est dû à des conflits indépendants de ce complexe par leur nature même ou par la volonté délibérée des personnes qui les ont traités.

Cette opposition fait réfléchir: l'antagonisme principal ne donne guère lieu à conflits alors que les crises secondaires sont meurtrières et le sont à un haut degré. Comme d'habitude, deux types d'interprétations opposées sont possibles face à ce phénomène, dont on peut soit souligner, soit limiter l'importance. Certains ont trouvé dans ces guerres locales, non-intégrées au complexe Est-Ouest, la preuve d'une évolution accélérée de notre monde vers l'émiettement, vers le délabrement des anciens centres de pouvoir. On a vu dans ces conflits une sorte de symbole de l'affranchissement des nations qualifiées de secondaires. En choisissant cette explication, on prenait ainsi l'usage des armes pour un signe de majorité, comme si les enfants ne se battaient pas dans les préaux d'école, ce qui serait précisément la deuxième interprétation possible

- 4 -

du phénomène. On peut, en effet, tout aussi bien dire qu'à notre époque le signe de la puissance vraiment supérieure est que ses moyens restent inemployés, du moins à l'égard d'Etats du même rang. Dans cette optique, le recours aux armes procéderait chez ceux qui le décident de l'impression juste ou fausse, mais en tout cas imprudente, que les conflits où ils s'engagent ne sont pas assez essentiels pour déborder nécessairement en crises globales ou du moins qu'ils offrent à la diplomatie, surtout à la diplomatie des autres, la possibilité de les contenir. En recourant aux armes, on se proclamerait ainsi soi-même puissance de troisième ordre.

Le conflit qui illustre le mieux ce que je viens de dire est celui qui oppose depuis bientôt deux ans l'Irak et l'Irak. Vous savez que l'Irak était très proche de l'Union soviétique et a probablement compté, au début des hostilités, sur un soutien de celle-ci, qui a fait défaut. On peut attribuer cette attitude de l'Union soviétique à sa conviction qu'elle avait tout à gagner à cette guerre sans avoir à s'y engager. Une victoire de l'Irak aurait été un succès d'un quasi-allié. Une victoire de l'Irak aurait contribué à une déstabilisation de la région, qui est tout à l'intérêt de l'Union soviétique. Les Etats-Unis étant eux aussi restés à l'écart, ce conflit a, on peut le dire, été réellement tenu séparé de l'antagonisme Est-Ouest, ce qui est incontestablement un succès d'une politique de modération, quels que soient par ailleurs les motifs de cette attitude.

On peut, dans des circonstances très différentes, faire une constatation analogue à propos du conflit du Proche-Orient. Ici encore, les tentatives des parties au conflit d'y intéresser les grandes puissances n'ont pas manqué. J'ai eu

- 5 -

l'occasion d'en parler ici même: Israël a constamment essayé de se définir comme un bastion de l'Occident au Proche-Orient de façon à lier ses adversaires arabes au camp de l'Union soviétique et de s'assurer ainsi irrévocablement le soutien des Etats-Unis. Cette manoeuvre aurait réussi sans la clairvoyance des hommes politiques arabes qui ont su utiliser l'appui soviétique sans s'en rendre dépendants. Certains d'entre eux l'ont fait au jour le jour, sans brillant particulier, mais l'un a poussé cette politique à un niveau qui fera passer son nom dans l'histoire: il s'agit du Président Sadate.

Si, en dépit de tout, les Etats arabes ne se sont pas rangés dans le camp soviétique, il reste en tout cas qu'Israël a bénéficié jusqu'ici d'un soutien des Etats-Unis, qui lui est demeuré constamment acquis en dépit des réactions très vives qu'a suscitées la campagne du Liban dans l'opinion américaine et même jusque dans la communauté juive américaine. Les mises en garde n'ont pas manqué. Le Président Reagan a déclaré perdre patience. Une certaine indulgence pour Israël a compté au nombre des motifs de la démission du Général Haig. Son successeur, M. Shulz, a eu, dès son entrée en fonctions, des paroles qui laissaient attendre un changement de ligne ou du moins d'atmosphère, mais finalement il ne s'est pas produit de changement notable.

Israël a lancé son opération au Liban dans l'intention de démanteler ou du moins d'affaiblir l'OLP, en qui il voit l'inspireur plutôt que l'expression du mouvement national palestinien. Ce but a été atteint sur le plan militaire puisque l'OLP est en train d'évacuer Beyrouth. En revanche, sur le plan

- 6 -

politique, le gouvernement de M. Begin est arrivé au résultat opposé de ce qu'il souhaitait, puisque son opération a amené une revalorisation de l'OLP. En s'en prenant d'abord à l'OLP par les armes dans ce qui a été la première guerre israélo-palestinienne, après les guerres entre Israël et les Etats arabes, le gouvernement de Jérusalem a consacré l'OLP dans son rôle de facteur majeur du conflit. La négociation qui a suivi par les soins de M. Habib a confirmé ce résultat. Par le canal d'intermédiaires, l'OLP a bien été, qu'on le veuille ou non, le partenaire de négociation d'Israël. On peut dire ainsi, avec les analystes du ministère des affaires étrangères d'un pays voisin, qu'à un "moins" militaire correspond pour l'OLP un "plus" politique.

Il reste cependant que l'affaiblissement incontestable de l'OLP sur le terrain ne lui permettra pas de maintenir longtemps sa réévaluation politique, si celle-ci n'est pas prolongée et alimentée par de nouveaux progrès vers un règlement de la question de Palestine. Nous sommes en d'autres termes à la croisée des chemins. Ou bien l'occasion qu'offre la réévaluation de l'OLP est saisie, comme le voudraient p.ex. la France et l'Egypte, et, si les Etats-Unis lèvent leur opposition, de nouvelles perspectives s'ouvriraient alors dans l'affaire de la Palestine. Ou bien, on laisse cette réévaluation politique s'essouffler et l'affaiblissement militaire de l'OLP devient alors le facteur déterminant avec les risques qu'il comporte, notamment ceux de remontée de groupes palestiniens marginaux et de renouveau du terrorisme, y compris en pays tiers.

Il est cependant trop tôt pour savoir si au-delà des atrocités qui accompagnent inévitablement toute guerre, si au-delà des souffrances, des blessés et de tous ceux qui ont perdu

- 7 -

l'un des leurs, un processus de paix durable pourra s'amorcer. Paradoxalement, cela pourrait être le cas. En tout état de cause, je crois qu'il faut rendre un hommage mérité à l'action des Etats-Unis et de l'Ambassadeur Habib.

Je voudrais cependant saisir l'occasion de votre présence à tous ici pour vous rappeler la position prise par le Conseil fédéral dans ce conflit du Moyen-Orient: Nous pensons qu'il n'y aura pas de solution à la crise du Moyen-Orient sans d'une part la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence, de son droit de vivre en paix dans des frontières sûres et internationalement reconnues et sans d'autre part la reconnaissance du droit du peuple palestinien à déterminer et à organiser lui-même son avenir. Cela dit, nous nous refusons à des condamnations à l'emporte-pièces sur les événements du Moyen-Orient dont la caractéristique principale est la complexité même.

Nous ne pensons pas qu'il soit utile d'accuser, car nous voulons rester disponibles pour aider les adversaires d'aujourd'hui à devenir les partenaires de demain. Pour cela, la Suisse doit rester fidèle à sa tradition de discrétion, de bons offices et à sa volonté d'aider sur le plan humanitaire. En d'autres termes, et une fois encore, neutralité, disponibilité et solidarité doivent rester les principes qui guident notre action dans cette partie du monde.

De façon générale, parlant de ces conflits locaux, on s'étonne surtout de voir l'extraordinaire marge de liberté dont bénéficie celui qui recourt le premier aux armes et l'avantage qu'il s'assure de ce fait. On pourrait être tenté de dire que la guerre des Malouines dément cette opinion, mais ce serait en réalité méconnaître l'ampleur des concessions que l'Argentine

- 8 -

avait obtenues au cours des tentatives de bons offices, mais qu'elle n'a pas su saisir. Je pense donc, au contraire, que ce conflit illustre ma constatation de tout à l'heure. Au surplus, ce conflit démontre la fragilité des systèmes de sécurité collective contemporains à un autre égard encore. On a vu dans ce cas l'Argentine se mettre incontestablement en position de rupture de charte pour avoir recouru la première aux armes. Pourtant, un jugement fondé exclusivement sur ce critère, comme il l'a été dans certaines capitales, ne peut laisser qu'un sentiment de malaise, car tout un autre pan du problème est ainsi délibérément laissé de côté. Les arguments sur lesquels l'Argentine prétend fonder sa souveraineté sur les Malouines ne sont pas négligeables et si je ne veux pas en entreprendre devant vous l'analyse, je puis mentionner que, parmi les juristes de droit international, divisés à leur ordinaire, il s'en trouve qui l'approuvent. Or, cette réclamation de l'Argentine, qui au minimum n'était pas frivole, pour reprendre un terme de notre droit de procédure, a été traitée par la Grande-Bretagne avec une certaine légèreté ou au moins de façon dilatoire, selon une tactique assez analogue à celle dont elle use dans le problème de Gibraltar.

Dans un monde où le recours à la force a été mis hors la loi, le plaignant qu'on ne veut pas écouter est sans moyens. On peut donc parler d'une prime à l'immobilisme du possédant, dont le plaignant est victime s'il veut respecter le droit, mais qui se transforme pour lui en prime à l'agression, s'il perd patience et recourt aux armes. C'est dire que toute cette matière de la prévention et du traitement des conflits donne amplement matière à réflexion et que nous sommes en ce domaine fort éloignés de la perfection.



- 9 -

Comparé à ces conflits locaux meurtriers, l'antagonisme Est-Ouest paraît inoffensif. Je l'ai relevé tout à l'heure, il n'a fait de victimes qu'indirectement dans les conflits d'Afghanistan et d'Amérique centrale. Pour juger de la portée du premier de ces conflits, qui se prolonge, il peut être utile de se référer à ce qui a été dit au moment où il a débuté. Vous vous rappelez qu'on s'est interrogé alors, ici même, sur les possibilités qui s'ouvraient à la politique soviétique d'expansion. On comptait alors les kilomètres (400, si je me rappelle bien) entre la frontière sud de l'Afghanistan et l'Océan indien et on remarquait que plus grand'chose ne séparait l'armée soviétique de ces rivages. Actuellement, le conflit dure depuis bientôt trois ans et on ne remarque pas que les Soviétiques aient progressé, serait-ce en Afghanistan même, pour ne pas parler d'une poussée au-delà. Certes, l'Occident oublieux, léger, superficiel dans sa mentalité collective, n'a guère tiré de leçons du conflit d'Afghanistan, une fois passées les premières réactions, plus vives que profondes. On a parfois dit, dans la première année de la guerre, que l'URSS, reprenant la tradition de la Russie souvent occupée à des guerres de petite envergure, mais interminables sur les frontières sud de son empire, n'avait pas sous-estimé les difficultés militaires de l'opération en Afghanistan, mais bien peut-être ses désavantages politiques. Aujourd'hui, je serais tenté de glisser vers la position contraire: les désagréments politiques se sont révélés finalement bien temporaires et le calcul de Moscou n'était peut-être pas si faux, mais en revanche, l'action militaire ne progresse pas, l'armée rouge et son auxiliaire, les gouvernementaux afghans, piétinent, contenus par des insurgés héroïques mais faiblement armés. Les résultats auxquels ceux-ci sont parvenus avec de si pauvres moyens donnent à penser que leurs adversaires n'ont pas lu les considérations sur la guerre populaire de leur rival Mao Tsé-Toung, que je suis ainsi amené à citer ici pour la deuxième fois.

- 10 -

Un autre conflit, dont on hésite à dire s'il se rattache encore aux luttes internes du communisme ou déjà, indirectement, à l'antagonisme Est-Ouest est celui du Cambodge où s'affrontent un Vietnam, client de l'Union soviétique et instrument de sa politique d'expansion, et une résistance qui cherche à s'unir et qui a le soutien d'une Chine devenue l'alliée de fait de l'Occident. Les occupants vietnamiens demeurent eux aussi empêtrés dans cette affaire tandis que leur économie, éprouvée par trente ans de guerre, se délabre et les ramène au rang d'assistés de l'URSS sur le modèle de Cuba.

Depuis notre dernière rencontre, l'autre grand événement qui se rattache au complexe des relations Est-Ouest, est évidemment le réalignement en Pologne. A partir de l'automne dernier, peu de semaines après notre dernière conférence, divers signaux nous ont été donnés par des interlocuteurs de l'Est européen pour nous indiquer qu'une reprise en main allait survenir en Pologne et qu'elle serait entreprise avec les moyens du bord. Pour nous, d'ailleurs, le choix de ces moyens, qui excluait une intervention étrangère ouverte, n'a rien changé à la nature de l'affaire polonaise, qui revêt à nos yeux un caractère international dès son origine. Tout d'abord la pression soviétique est évidente; ensuite, les dirigeants de l'Est européen ont fréquemment répété dès le début de la crise que le régime économique et social en Pologne était partie du statu quo européen, issu de la deuxième guerre mondiale. Il s'y ajoute encore que les mesures prises en application de l'état de siège étaient de nettes violations de l'Acte final d'Helsinki. Elles ont compromis la conférence de Madrid et avec elle ce qui restait de la détente. Vous savez que la réaction de la Suisse sur l'affaire polonaise a été l'une des plus rapides et des plus nettes en Europe. Vous connaissez la déclaration du Conseil fédéral, adoptée au lendemain de la proclamation de l'état de

- 11 -

siège. Vous vous rappelez peut-être aussi les termes dont j'ai usé lorsque j'ai proposé l'interruption de la conférence de Madrid. Il faut ajouter d'ailleurs que l'affaire polonaise n'a ensuite plus été perçue comme un obstacle au dialogue, puisque celui-ci a repris entre les Etats-Unis et l'URSS sur différents sujets, mais le problème n'en reste pas moins posé et il resurgira très probablement au moment de la reprise de la CSCE en novembre.

Ce dialogue a repris surtout entre les deux super-puissances et principalement dans les matières touchant au désarmement au sens le plus large. Un séminaire particulier aura lieu sur ces matières au cours de la présente conférence, de sorte que je n'ai pas besoin de m'y étendre maintenant. Je me bornerai à relever que des négociations de ce genre sont en soi un fait positif, même si leur portée est limitée puisque l'armement est un effet et non une cause des conflits et si leurs perspectives sont restreintes.

On penchera en revanche à davantage de réserves sur la relance des relations économiques entre l'Est et l'Ouest. La fameuse affaire du gaz sibérien ne peut à cet égard que susciter bien des doutes. Il nous semble qu'en cette matière un point de vue nettement politique, qui est celui des Etats-Unis, s'oppose à une attitude dominée par des considérations économiques qui sont celles de l'Europe. Si l'on est d'accord pour dire que la menace principale dirigée contre notre société est celle de l'Union soviétique, on ne peut qu'être pris d'effroi à la vue d'un marché qui doit assurer à l'URSS des rentrées supplémentaires de l'ordre de 5 à 10 mia. de \$ par an, alors que la masse totale des ressources annuelles

- 12 -

de l'Union soviétique en devises peut actuellement être estimée très approximativement de 35 à 40 mia. de \$. Il s'agit donc d'un accroissement de l'ordre de 25 % des rentrées actuelles.

Quant à l'argument tiré de la dépendance énergétique de l'Europe face à l'URSS, il me semble moins important. Les Européens mentionnent que les quantités importées de l'Union soviétique ne seront jamais que marginales, p. ex. pour l'Allemagne 20 % des besoins en gaz naturel et 5 % des besoins globaux en énergie. On oublie cependant de relever que des quantités même marginales peuvent être sensibles, comme l'ont montré dans le secteur pétrolier les répercussions de baisses même minimales de la production. Cet argument des Américains, pour n'être pas essentiel, n'est donc pas non plus négligeable.

Quant aux références à la situation en Pologne, il me semble s'agir davantage d'une justification que d'un vrai motif essentiel. Il est en effet évident pour chacun qu'il n'est pas possible d'infléchir la politique soviétique par des moyens de pression économique.

Si, avec l'affaire polonaise, l'URSS affronte des difficultés devant sa porte, on peut en dire autant des Etats-Unis avec les troubles en Amérique centrale. Le Nicaragua, comme on pouvait s'y attendre, glisse de plus en plus vers un régime totalitaire aligné sur Moscou. Cuba, enfoncé dans des difficultés économiques qu'aggrave l'écroulement du prix du sucre, souhaiterait atteindre avec les Etats-Unis un modus vivendi qui relâche les pressions exercées sur elle sans entraîner de concessions politiques de sa part. Les Etats-Unis, au contraire, raidissent leur attitude, ne serait-ce que pour des considérations de tactique de négociation. Il reste le Salvador, qui est

- 13 -

l'un des endroits du monde où l'on se bat et où un conflit local trouvant son origine dans les problèmes économiques et sociaux propres au pays, a été aspiré par le complexe Est-Ouest. Comme nous l'avions dit après l'échec des deux offensives générales de la guérilla, il s'est confirmé que l'insurrection ne bénéficie pas du soutien populaire dont elle se vantait. La population l'a exprimé à sa façon, malheureusement par un vote d'extrême-droite, qui marquait son désir d'être laissée en vie et en paix par les activistes des deux bords. Nous avons de bonnes raisons de croire que le gouvernement de Moscou est arrivé actuellement aux mêmes conclusions sur la situation au Salvador, qu'il entend se distancer de l'insurrection et freiner le zèle de Cuba et du Nicaragua. En tout cas, comme par hasard, les manifestations spontanées de l'opinion avancée de l'Occident au sujet du Salvador ont cessé tout d'un coup. Malheureusement, on ne peut pour autant espérer que cet infortuné pays retrouve la paix. La guérilla, peu nombreuse, n'a pas les moyens de prendre le pouvoir mais bien ceux de perturber la vie du pays. Quant au contre-terrorisme d'extrême-droite, l'une des grandes puissances prétend que la situation se serait améliorée à cet égard et l'autre ne dit plus mot à ce sujet. Apparemment, le Salvador a cessé d'intéresser.

S'il est permis de tirer une conclusion provisoire de cette douloureuse affaire, on relèvera l'incroyable facilité avec laquelle des observateurs honnêtes et bien intentionnés se sont laissé amener à des vues inspirées par les intérêts politiques d'une grande puissance. On a ressenti alors jusqu'ici, dans nos propres réflexions, la difficulté de défendre la vérité objective contre les déclarations partisans. Pour se former une opinion, il fallait se dégager de tout un climat ambiant, diffus, qui influençait le jugement sans même

- 14 -

qu'on s'en rendît compte. On s'étonnera aussi de l'allant avec lequel certains, de l'autre bout de la terre, sur la base d'on ne sait quelles informations, ont décrété qu'une guerilla de 6000 personnes environ était réellement représentative d'un peuple. Souvenons-nous de cet exemple lorsqu'on tentera à nouveau d'infléchir nos jugements dans le sens de partis pris, quels qu'ils soient.

Dans l'exposé liminaire de l'année dernière, je relevais la situation paradoxale des deux super-puissances, l'une et l'autre minées par des problèmes internes, mais dotées d'une puissance externe énorme avec laquelle elles s'affrontent indirectement, sur terrain tiers, de sorte que l'on en vient à se demander si l'une pourra remporter une victoire à l'extérieur avant de s'écrouler à l'intérieur. Ce jugement s'impose à mon avis aujourd'hui plus encore qu'alors et je l'ai d'ailleurs retrouvé sous la plume de bons commentateurs. L'Afghanistan n'abattrà pas plus le régime soviétique que le Salvador ne fera s'écrouler les Etats-Unis et on peut penser que dans les années à venir les problèmes intérieurs, non seulement des deux super-puissances, mais globalement des deux sociétés, occidentale et communiste, joueront un rôle décisif. Sur le plan des événements les plus visibles, on relèvera la crise de succession toujours attendue en URSS, les effets à long terme de la crise polonaise, qui n'a pu être traitée par des moyens d'une violence chirurgicale, comme cela a été le cas en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968. En Pologne, à n'en pas douter, le problème n'a pas été résolu. Il continue à se poser et il est porteur de complications.

A l'Occident, la crise économique reste sans solution et plus encore la crise des esprits qui penchent vers l'irrationnel et tentent, par une réaction contre un rationalisme

- 15 -

trop technique à leurs yeux, de remplacer la réflexion par un sentiment d'angoisse conçu comme un mode d'appréhension plus directe et plus globale du monde qui nous entoure. De plus en plus nettement, l'avenir se joue dans les âmes et non plus sur tel ou tel champ de bataille. La défense de la liberté commence par la défense de la vérité: n'accepter aucune idée préconçue, ne pas céder aux modes intellectuelles, ni aux influences sournoises et enveloppantes, ne pas admettre une conclusion qui ne soit bien établie et même (car la subversion commence par la perversion du vocabulaire) ne jamais utiliser les mots que dans leur sens propre et précis. C'est dire que la sauvegarde de l'avenir n'est pas seulement l'affaire des grandes puissances disposant des moyens de "sur-tuer" (selon l'expression anglaise), mais bien l'affaire propre et urgente de chacun de nous.